

Coronavirus : au Maroc, des dizaines de migrants sub-sahariens arrêtés et confinés de force

29.06.2020 | Coronavirus : au Maroc, des dizaines de migrants sub-sahariens arrêtés et confinés de force

Alors que le nombre de contaminations au Covid-19 continue d'augmenter au Maroc, de nombreux migrants affirment être arrêtés et mis en quarantaine dans des conditions pénibles, le temps de subir des tests de dépistage. ONG et défenseurs des droits des migrants dénoncent des pratiques discriminatoires.

Une cinquantaine de migrants sub-sahariens ont été arrêtés dimanche 21 juin, chez eux, sur leur lieu de travail et parfois dans la rue par la police marocaine qui les a conduits dans une école de la ville de Laâyoune, dans la région du **Sahara occidental**. Pendant sept jours, ils ont été entassés dans des salles de classe, sans accès à l'eau courante ou à des vêtements propres, sans possibilité de sortir ou de s'alimenter correctement. Tous ont subi des tests de dépistage au coronavirus avant d'être relâchés dans la soirée, dimanche 28 juin. Ceux testés positifs au Covid-19 ont été mis en quarantaine dans un hôtel où ils reçoivent notamment un traitement à la chloroquine.

> À (re)lire : *Comment le Maroc tente de retenir les migrants*

« On est libres mais sous le choc », confie à InfoMigrants Mohamed*, un jeune Ivoirien qui travaille au Maroc depuis trois ans. « J'étais chez moi le jour où la police nous a emmenés. Je suis sorti car j'entendais des cris dehors. Mes voisins refusaient de se laisser embarquer. Lorsque les policiers m'ont vu, ils m'ont aussi demandé de les suivre pour faire le test du coronavirus. Je ne portais qu'un short sur moi. J'ai voulu aller chercher des vêtements et mon téléphone, ils m'ont dit que ce n'était pas la peine, qu'il y en avait juste pour 4 heures. »

Mohamed était loin de se douter qu'il allait passer une semaine en enfer. Cinq heures après son arrivée à l'école de Laâyoune, une équipe médicale s'est présentée pour lui faire passer un premier dépistage. « On était plus de 50. Personne ne pouvait sortir tant qu'on n'avait pas les résultats. Trois jours plus tard, on a appris que 11 personnes étaient positives. Elles ont été mises à l'écart dans un hôtel où ils leur donnent des médicaments. »

« Les Africains sub-sahariens sont traités différemment »

Ayant été au contact des 11 malades, le reste du groupe a subi un second test vendredi, tout en étant maintenu dans des conditions de vie déplorables et sans aucune visibilité sur leur date de sortie. « On a été traités comme des animaux. Tout était très sale, on dormait par terre sur des petits matelas. Il n'y avait pas d'eau dans les toilettes. On nous donnait deux morceaux de pain par jour, du riz et parfois une

sardine ou du lait concentré », raconte à InfoMigrants Amadou*, un Guinéen de 20 ans, lui aussi retenu dans l'école de Laâyoune. La police est venue le chercher sur son lieu de travail, un salon de coiffure afro où il exerce depuis un an. « Ils ne regardent même pas ceux qu'ils arrêtent, tout ce qui compte c'est qu'on ait la peau noire », lâche le jeune Guinéen, criant à la discrimination.

> À (re)lire : *Augmentation des arrivées de migrants au Portugal : « Quand on bloque une route, une autre s'ouvre »*

Un sentiment que partage Cynthia Magallanes-Gonzales, une sociologue américaine, docteure en migrations de l'Université du Michigan, qui travaille au Maroc depuis quatre ans. « Ces personnes ont été clairement arrêtées à cause de leur couleur de peau puis placées dans des lieux qui s'apparentent à des centres de rétention puisqu'il y a une surveillance policière permanente et interdiction d'en sortir », commente-t-elle pour InfoMigrants, ajoutant que plusieurs migrants sur place lui avaient confié souffrir de fortes angoisses.

These arrests violate national and international law. They violate human rights. Black migrants in Morocco are disproportionately targeted, arrested, beaten, killed and detained/deported compared to other groups of immigrants. #BlackLivesMatter pic.twitter.com/zQS1SOGK2N

– Cynthia (@drchismosa) June 25, 2020

« Les Marocains aussi se font dépister, mais pas dans les

mêmes conditions, évidemment. D'autres personnes originaires de pays occidentaux ne seraient pas non plus retenues de la sorte. Les Africains sub-sahariens ont un traitement différent », poursuit la sociologue.

Selon l'Association marocaine des droits humains (AMDH), cette pratique « d'arrestations et d'enfermement illégal des migrants » s'observe « partout au Maroc, y compris dans le nord à Nador et Tétouan » près de l'enclave espagnole de Ceuta, « mais aussi à Tanger », au niveau du détroit de Gibraltar qui sépare le Maroc de l'Espagne de seulement quelques dizaines de kilomètres. Ces vagues d'arrestations ont débuté à la mi-mars, affirme l'association, interrogée par InfoMigrants.

Des tests de dépistage falsifiés ?

Mais ces dernières semaines, ce sont surtout les villes de la côte atlantique sud du Maroc, face à l'archipel espagnol des Canaries, qui sont dans le viseur des autorités. L'AMDH a indiqué à InfoMigrants que 32 hommes, cinq femmes et leurs enfants étaient actuellement toujours enfermés dans un centre d'accueil à Tarfaya, à une centaine de kilomètres au nord de Laâyoune, dans des conditions toutefois quelque peu « meilleures par rapport aux autres centres d'enfermement ». Testés positifs au coronavirus, ils doivent être « libérés après avoir achevé leur traitement à la chloroquine dans trois jours ».

Un peu plus au nord, à Tan-Tan, la situation est plus tendue. L'AMDH a recensé un groupe de 33 migrants dont « 20 femmes et

3 bébés » placés en quarantaine dans l'hôtel Hagounia depuis sept jours « sans qu'ils n'aient subi un seul dépistage au Covid jusqu'à présent ».

A Tantan aussi un groupe de migrants subsahariens composé de 33 migrants avec 20 femmes et 3 bébés sont mis en...

*Publiée par Association Marocaine des Droits Humains –
Section Nador sur Lundi 29 juin 2020*

La côte atlantique sud du Maroc est devenue ces derniers mois une vraie plaque tournante de la migration tandis que la route dite de la « Méditerranée centrale », via la Libye, apparaît de moins en moins praticable et particulièrement dangereuse. « Beaucoup de migrants partent de Laâyoune pour rejoindre les Canaries juste en face. Sauf que récemment, les autorités espagnoles de l'archipel ont annoncé avoir secouru 30 migrants en provenance de Laâyoune, porteurs du coronavirus. Il n'y avait eu qu'une petite dizaine de cas dans la ville jusqu'à présent alors les gens et les médias locaux ont commencé à faire le raccourci entre migrants et Covid », explique Cynthia Magallanes-Gonzales. La découverte d'un foyer épidémique dans une usine de poissons qui emploie principalement des étrangers a achevé de cristalliser les inquiétudes autour des migrants sub-sahariens de Laâyoune.

Même chose à Tarfaya où un cluster a été identifié, le 21 juin, dans un centre d'hébergement pour migrants : le ministère de la Santé a annoncé 37 nouveaux cas en 24 heures, alors que la zone ne dénombrait jusqu'à présent que sept personnes contaminées.

« Les autorités cherchent à rassurer la population marocaine en mettant tout sur notre dos, c'est injuste », s'insurge Mohamed, l'Ivoirien. « Ils font passer les migrants pour malades, mais c'est faux. Les résultats des tests sont falsifiés : ils barrent la mention 'négatif' et écrivent 'positif' à côté au stylo », accuse le jeune homme qui a transmis plusieurs photos à InfoMigrants pour étayer ses propos. Un porte-parole du ministère de la Santé basé à Laâyoune affirme, sur les réseaux sociaux, suivre la situation de très près et assure qu'il ne s'agit que d'une « erreur d'impression » qui a été corrigée à la main.

Des arguments qui ne passent pas auprès de Mohamed, Amadou et les autres, convaincus d'être des bouc-émissaires. « On a été relâchés sans aucun papier attestant qu'on avait fait le dépistage. J'ai peur d'être de nouveau arrêté à tout moment, alors je me cache et je limite mes déplacements », conclut Mohamed, désabusé.

**Prénom modifié par souci d'anonymat*

Source

: <https://www.infomigrants.net/fr/post/25682/coronavirus-au-maroc-des-dizaines-de-migrants-sub-sahariens-arretes-et-confines-de-force>

Par Anne-Diandra Louarn